

DOSSIER
NUCLÉAIRE

LE DÉBAT DURABLE

Dominique Bourg et **Luc Ferry** sont philosophes et très au fait des enjeux écologiques. Mais, sur l'avenir du nucléaire, ils ne sont d'accord sur rien. Par-delà les chiffres d'experts, leur échange met en lumière les principaux clivages qui agitent la question environnementale.

PROPOS RECUEILLIS PAR MARTIN LEGROS



TP

Lous deux connaissent les faits, côtoient les experts et font profession de penser. Pourtant, ces philosophes ne sont pas près de trouver un terrain d'entente. Ministre de l'Éducation nationale de 2002 à 2004, Luc Ferry est agrégé de philosophie et de sciences politiques. Dès 1992, il menait dans *Le Nouvel Ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme* (Grasset) une réflexion prémonitoire sur les limites de l'humanisme classique – fermé à la souffrance animale et à la beauté de la nature –, mais aussi sur les dérives de l'écologie profonde qui confère à tout vivant les prérogatives morales et juridiques des hommes. Il vient de passer une année à la tête du Conseil d'analyse de la société, à entendre de nombreux experts : le climatologue Jean Jouzel, membre du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) et spécialiste du réchauffement climatique aussi bien que le géophysicien « climatosceptique » Vincent Courtillot, le député vert défenseur de la décroissance Yves Cochet, ou encore l'économiste Patrick Artus, auteur d'un rapport sur l'épuisement des matières premières.

De son côté, Dominique Bourg partage son temps entre l'enseignement et la recherche environnementale à l'université de Lausanne et des auditions au sein du Comité de veille écologique de la Fondation Hulot ou du *think tank* Terra Nova. Après avoir publié en 1996 un essai important sur la place de la technique dans l'hominisation (*L'Homme artifice*, Gallimard), il est devenu un spécialiste européen de la question de l'éthique et de la politique environnementale. Dans son dernier livre, coécrit avec Kerry Whiteside, *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique* (Seuil, 2010), il constate que la démocratie représentative est structurellement incapable de répondre aux problèmes d'environnement. Mais il propose aussi une série de pistes pour intégrer la nature dans la politique. Rien moins qu'une révolution intellectuelle.

C'est dire si les deux hommes sont en contact direct avec l'expertise scientifique. Par ailleurs, ils revendiquent le même héritage des Lumières et entretiennent des rapports d'estime mutuelle. De sorte que lorsqu'ils se retrouvent au domicile de Luc Ferry au lendemain de la catastrophe de Fukushima, on s'attend à découvrir des points d'accord. Il n'en est rien. Qu'il s'agisse de la perception de l'événement, de l'avenir du nucléaire ou des dangers qui pèsent sur la planète, chacun se raconte une autre histoire, chacun raisonne différemment, chacun se rapporte à la nature autrement. Signe que nous n'en avons pas fini avec le débat sur l'écologie.

Dominique Bourg: Avec Fukushima, la donne a changé. Jusqu'ici, on pouvait considérer que le nucléaire était un recours pour nous sortir de l'impasse énergétique. Ce n'est plus possible. Pourquoi ? Il est clair qu'il n'y a pas d'accident nucléaire. Un accident, c'est un événement ponctuel, circonscrit dans l'espace et le temps, produisant un changement brusque suivi d'un retour à la normale. Avec le nucléaire, quand on a atteint un certain seuil critique, on ne contrôle plus rien. C'était et c'est encore le cas à Tchernobyl. Cela se reproduit à Fukushima. Voilà un territoire, à proximité d'une mégapole de 35 millions d'habitants, condamné pour une période indéfinie... L'industrie nucléaire exige le risque zéro. Or, c'est impossible. D'autant plus si on la multiplie à l'échelle planétaire. Dans un monde libéral et hautement concurrentiel, on aura toujours tendance à privilégier un rendement immédiat à la sécurité. « Tsunami » est un mot japonais, cette zone est fortement sismique, on s'attendait à ce qu'il y ait le fameux *Big One*, tout cela nous était connu, mais comme ce n'était pas arrivé, on a pensé que cela ne se produirait pas... Günther Anders avait raison. Le nucléaire, c'est la catastrophe programmée, une patate chaude qui provoque de plus en plus de dégâts à mesure qu'elle enflé. Il faut refermer la boîte de Pandore. En sortir, c'est le seul choix raisonnable.

Luc Ferry: Je comprends votre sentiment, mais je ne le partage pas. J'y vois, pour parler comme Spinoza, trop de « *passions tristes* ». Nos écolos, animés par la peur et le ressentiment, ont cette joie mauvaise, cette *Schadenfreude*, de ceux qui « vous l'avaient bien dit ». Comme le gouvernement allemand, ils disent non au nucléaire, mais pour les mêmes raisons, non aussi à l'intervention en Libye. L'heuristique de la peur dont parle Hans Jonas est calamiteuse, comme l'absurde inscription du principe de précaution dans la Constitution française. Ce n'est pas la peur qui nous sauvera, mais le courage et l'intelligence. Ce qui est vrai pourtant dans ce que vous dites, c'est qu'on a toujours tort d'avoir des certitudes. Ceux qui prétendaient que tout était sous contrôle ont menti. L'esprit scientifique ne procède pas par certitudes dogmatiques, mais, au contraire, comme le dit Karl Popper, par conjonctures et réfutations. Les experts japonais ont fait

DOSSIER NUCLÉAIRE > LE DÉBAT

prendre des risques insensés au monde entier en construisant une centrale au mauvais endroit, avec un confinement insuffisant et des systèmes de refroidissement archaïques. C'est un scandale, mais c'est un accident. Si Fukushima n'était pas une tragédie humaine, ce serait même plutôt une bonne nouvelle : la catastrophe a tiré les prétendus experts, techniciens et politiques, de leur sommeil dogmatique, et c'est une leçon philosophique dont il va falloir tirer les conséquences...

D.B.: Fukushima déclenche des réactions vives parce qu'au-delà d'un constat d'impuissance, l'événement révèle une contradiction fondamentale de nos sociétés. Avoir pris le risque de construire des réacteurs en front de mer dans un pays si exposé est symptomatique d'une société qui fait totalement abstraction du « cadre » naturel. Pour le marché comme pour la politique, la nature n'existe pas ! Je vois là non pas une erreur « *réfutable* », pour parler comme Popper, mais une véritable inconscience.

L.F.: Il s'agit d'une inconscience coupable et d'une erreur réfutable. Mais allons plus loin : demandons-nous sérieusement ce qu'il y a derrière le slogan « Sortir du nucléaire » ? S'agit-il de trouver des énergies alternatives nous permettant de perpétuer le type de civilisation que nous connaissons ou veut-on en finir avec lui ? Même en investissant quarante ans dans les énergies alternatives, elles ne représenteront au mieux que 20 % de notre consommation. Ce qu'on propose en fait, c'est donc un changement de civilisation. L'appel aux alternatives dissimule le vieux fantasme d'une « autre politique » qui réjouit les anciens du gauchisme reconvertis dans l'écologie, comme les fondamentalistes chrétiens, heureux de pouvoir stigmatiser l'*hubris* de l'homme sans Dieu. Il est facile de plaider pour la décroissance quand, en rentrant chez soi, on allume la lumière, on recharge tranquillement son portable en préparant son dîner sur une plaque électrique. Veut-on renoncer au progrès ? Si oui, il faut le dire clairement. Derrière le nucléaire, il y a un enjeu de civilisation.

D.B.: Il ne faut pas exagérer notre dépendance au nucléaire. En terme d'énergie primaire, le nucléaire représente 5 % dans le monde, le renouvelable – éolien et solaire –, moins de 2 %. À l'échelle mondiale, le nucléaire ne saurait résoudre nos problèmes. Peut-on en sortir ? Un pays engagé à hauteur de moins de 30 %, comme l'Allemagne, peut envisager une sortie relativement rapide sans faire exploser ses émissions de CO₂. En France, avec 80 % d'électricité d'origine nucléaire, le problème n'est pas le même. On n'a aucun moyen d'en sortir rapidement sans reverser massivement du CO₂. Mais on peut jouer aussi sur le levier des économies d'énergie, notamment avec le bâti qui consomme plus de 40 % de l'énergie primaire, et c'est le levier le plus raisonnable !

L.F.: Je vous rejoins là volontiers. Ce qui me gêne, c'est ce goût de l'écologie pour les certitudes alarmistes alors que

nous sommes dans le domaine du doute. Mais, même sur la question du réchauffement, il faut faire place au doute. Que disent les experts du Giec ? Qu'il y a un réchauffement de 0,7 °C sur le siècle, mais aussi un plateau entre 1998 et 2011. Là-dessus, pas de divergences. Les débats portent sur les causes et les conséquences. Pour certains, c'est l'effet de serre produit par les activités humaines. D'autres, minoritaires il est vrai, évoquent des causes différentes, notamment naturelles. Même pour les grands experts du Giec, comme Jean Jouzel, l'explication de ce plateau de plus de dix ans fait problème. Pourquoi tout faire pour le cacher, comme si le débat était interdit ? Quant aux conséquences, rien ne prouve sérieusement qu'elles soient aussi catastrophiques que le prétend le Giec, ni que nous soyons dans l'urgence absolue.

D.B.: Ce que vous affirmez n'est pas soutenable. Durant la dernière décennie, le réchauffement a été de 0,2 °C, comme pour chacune des deux décennies précédentes. Suivant que l'on considère ou non 2010, par comparaison à 1998 et 2005, comme l'année la plus chaude, on a, ou non, le plateau dont vous parlez. En revanche, sur les conséquences du réchauffement, nous avons des probabilités très fortes. Le scénario partagé par la majorité des scientifiques table sur une augmentation de 3 °C ou 4 °C sur cent ans, sauf politiques publiques drastiques. Une accélération foudroyante. À titre de comparaison, quand on sort d'une ère glaciaire, la température évolue d'un degré tous les mille ans. On prévoit une montée des eaux d'un à deux mètres, un changement du régime des pluies et une météo agitée (inondations, tempêtes et cyclones), une baisse des rendements agricoles, etc.

L.F.: Non seulement ce que je dis est « soutenable », mais je pars des chiffres du Giec lui-même, que tout le monde pourra

“ Veut-on renoncer au progrès ? Si oui, il faut le dire clairement _LUC FERRY

vérifier sur ses sites. Même si on table sur une augmentation de 2 °C ou 3 °C sur un siècle, ce qui n'a rien de certain, nous avons le temps de réagir...

D.B.: Non, 3 °C, c'est ce que la Terre a connu il y a trois millions d'années, avec des forêts dans les très hautes latitudes et des zones peu propices à la vie humaine plus au sud. À 9 milliards, ce sera difficile ! Le propre des problèmes d'environnement globaux, c'est qu'ils se déplient sur la longue durée avec des dommages n'arrivant que trente à



cinquante ans après. Aujourd'hui, nous sommes encore dans une fourchette « naturelle ». C'est demain que tout va s'accélérer. Ce que l'on va faire dans trente ou quarante ans sera décisif, mais pour la seconde moitié du siècle. Nous sommes contraints d'agir par anticipation, avant que l'irréparable n'arrive.

L.F.: Réfléchir sur ce qui menacera l'humanité dans cinquante ans, comme si l'action politique n'existant pas, comme si l'état de la science était immuable, n'a aucun sens. D'autant que les vraies urgences ne sont pas là, mais dans l'épuisement des matières premières, dû notamment à la croissance chinoise...

D.B.: On peut effectivement en appeler au miracle. Il y a cinquante ans, on imaginait qu'on maîtriserait le climat planétaire avec un simple thermostat et qu'on jouirait d'une énergie à profusion grâce à l'atome. Quant aux effets du changement climatique, notamment en termes de régime des pluies, ils sont déjà très sensibles au Sud.

L.F.: Là encore, rien n'est prouvé en la matière. Les effets d'une éventuelle poursuite du réchauffement sont largement incertains, aussi bien en termes de biodiversité que de pluviométrie...

D.B.: Il existe des certitudes sur la tendance générale au réchauffement, et diverses incertitudes sur le rythme et les conséquences.

L.F.: On fait comme si on était dans la certitude absolue quand ça nous arrange et que ça fait peur, et dans l'incertitude quand il s'agit du nucléaire, toujours pour continuer à faire peur... La peur est devenue la passion fondamentale de l'écologie. Le problème, c'est que cette passion nous écarte non seulement des vraies solutions, mais même des vraies questions.

D.B.: Les modèles sont relativement fiables parce qu'ils parviennent à reconstituer l'évolution du climat passé. Et ils convergent pour l'avenir.

DOSSIER NUCLÉAIRE > LE DÉBAT

L.F.: En réalité, le problème numéro un de l'écologie, ce n'est ni le nucléaire ni le réchauffement climatique, c'est l'épuisement des matières premières non renouvelables. D'ici à 2020, nous arriverons à une impasse. Sur le plan strictement philosophique, nous sommes face à une antinomie, au sens le plus rigoureux du terme : la confrontation de deux thèses contradictoires et pourtant vraies. La première est que la croissance mondiale, avec l'arrivée de la Chine et de l'Inde, est intenable en matière d'épuisement des matières premières. La deuxième est que la décroissance est invendable politiquement. Yves Cochet lui-même le reconnaît. Elle impliquerait des faillites d'entreprise, du chômage, de la misère. Croissance impossible, décroissance invendable. Quelles sont les solutions ? J'en vois trois. La première serait d'imposer la décroissance de manière autoritaire. Je n'y crois pas, et ce serait calamiteux. La deuxième, c'est la régulation démographique. La troisième, c'est l'innovation scientifique. Si l'on remplaçait aujourd'hui les ampoules traditionnelles par des LED, les ampoules à diode électroluminescentes, on pourrait « économiser » 600 centrales électriques dans le monde. Le pari de l'innovation n'est pas gagné, mais il faut l'allier à celui de la baisse démographique si l'on veut s'en tirer.

D.B.: De mon point de vue, l'enjeu est d'abord métaphysique et moral. L'humanité est confrontée à la finitude : le pétrole conventionnel, bientôt le gaz, les minéraux, les ressources biotiques, par endroits l'eau douce... Nombre de ressources indispensables à la croissance sont concernées. Nous qui avons cru en l'infini sommes désormais confrontés à la finitude tous azimuts. Le projet moderne prétendait s'appuyer sur la maîtrise de la nature pour ouvrir un horizon de reconnaissance mutuelle universelle. On est loin du compte.

L.F.: Vous noircissez le tableau. Si on avait dit à Victor Hugo quand il écrivait *Les Misérables* en 1860 qu'un enfant qui naît aujourd'hui en Europe aurait une espérance de vie de 80 ans, qu'il aurait l'éducation et la santé gratuites, un droit illimité au débat et à la critique politique, une assurance-chômage, une retraite, etc., il serait tombé de sa chaise. Ce que nous avons accompli en cent cinquante ans était inimaginable. Nous avons bâti en Europe un mélange de liberté et de bien-être à nul autre pareil. Or vous nous présentez ce résultat comme une catastrophe, alors que le problème n'est pas d'anéantir ce modèle européen, mais de savoir comment le maintenir dans le cadre de la mondialisation. Le capitalisme n'est pas ce qui nous a plongés dans la misère, mais ce qui nous en a sortis. Il a permis, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, de concilier l'accroissement des richesses et l'essor de la démographie. La vraie question est à mes yeux la suivante : est-ce qu'en s'étendant au monde entier, ce système ne va pas de nouveau donner raison à Malthus ? Parce que la planète est limitée, on se retrouve face à un nouveau jeu à somme nulle. Mais une chose est sûre : vous ne convaincrez pas les Chinois d'opter pour la décroissance, du moins

pas tant qu'ils n'auront pas atteint notre niveau de vie, et c'est là la vraie question écologique...

D.B.: Il n'est pas impossible que la Chine invente un autoritarisme vert foncé. Pour en revenir à Hugo, il aurait été étonné de la répartition de la richesse planétaire : un milliard souffrant de la faim, cinq milliards se débrouillant avec quelques dollars par jour, et un milliard dans un confort matériel certain, mais soumis à une concurrence effrénée, et le tout sur une planète dévastée ! Quant à la décroissance des flux, elle ne relève pas d'un choix, mais d'une nécessité physique. Or les économistes nous ont appris qu'à partir de 15 000 dollars par an par habitant, il n'y a plus de parallèle entre évolution du sentiment de bien-être et acquisition de richesses matérielles. La croissance n'est pas forcément un bien.

“ La décroissance ne relève pas d'un choix, mais d'une nécessité

— DOMINIQUE BOURG

L.F.: Les inégalités que vous évoquez ne sont pas le fait de l'Europe. Quant à votre projet de définir le bonheur, voire de le réguler, il fait froid dans le dos. Sur ce sujet métaphysique, les économistes ne nous apprennent rien parce qu'il ne relève pas de leur compétence ! Cela dit, nous nous retrouverons sans doute sur un point, à savoir que le vrai sujet, c'est la gouvernance mondiale. Voilà l'enjeu. Aussi bien pour le nucléaire que pour le climat, la finance ou les matières premières. Il ne sert pas à grand-chose d'avoir des centrales françaises à double confinement construites dans des zones sans danger sismique, si vous maintenez une dizaine de centrales du type de celle de Tchernobyl dans les pays de l'Est. Cela vaut aussi pour la taxe carbone ou la décroissance. Imaginons qu'Yves Cochet prenne le pouvoir et ait les moyens d'imposer une société frugale ! Une politique limitée à la France ne servirait à rien, sinon à faire rire les Chinois et les Indiens. Rien ne vaut qui ne soit mondial. L'utopie de la gouvernance mondiale devient une nécessité absolue, sur le plan écologique et économique. À cet égard, le G20 est aussi décevant que prometteur. Prometteur, car nous étions dans un avion où il n'y avait pas de cockpit, et on a construit le cockpit. Décevant, parce que vingt personnes se battent pour attraper le manche et que le tout ne va pas très droit...

D.B.: Là, je suis d'accord. J'ajouterais que certains acteurs peuvent avoir un rôle d'incitation. Si les Occidentaux n'émettent pas moins de carbone, pourquoi les Chinois et les Indiens le feraient-ils ? La condition pour qu'ils le fassent, c'est que nous le fassions. Ce serait le début du raisonnement mondial que vous appelez de vos voeux.